



ACTIFS AU QUOTIDIEN,

Page 1

Édito

- Actifs au quotidien



Page 2

Infos Centrale

- Mobilité
- Calendrier CAP 2011

Résultats électoraux

CATEGORIE B



Page 3

Fonction publique

- **CONTRACTUELS :**
le projet gouvernemental
doit évoluer
- **CATÉGORIE C :**
la CFDT demande
l'indice 430



Page 4

Destination IVRY :

- la double peine !
- Encore des hausses



BERCYlien

Directeur de la
Publication

Christiane JOHO

Comité de rédaction

Marie-Claire AUTIER

Daniel BARRIÈRE

Christian CHAMOREAU

DIRECCTE - Écoles

Albert AMBOISE

Patrick CROSNIER

Partout le même constat

Les agents n'ont plus les moyens d'exercer leurs missions de service public. À l'hôpital, c'est la santé des patients qui est en cause. Au tribunal, c'est une justice écrasée sous les dossiers. Dans les services administratifs, c'est toujours plus de pression et de charge de travail.

Partout le même malaise exprimé

Des réformes incomprises, associées à un management qui met en concurrence, qui exige des résultats inatteignables et tient en permanence les agents sous pression.

Au-delà de considérations budgétaires, cette politique se définit bien par l'expression du mépris pour les agents des services publics et plus encore pour les usagers.

Dans son rapport annuel présenté le 21 mars dernier, le Médiateur de la République dresse un bilan sévère : « *Le service public ne porte plus son nom. Contacter les administrations est devenu compliqué. L'administration a perdu sa capacité à faire du sur-mesure pour les personnes en difficulté* », déplore Jean-Paul Delevoye. Et de regretter les « *restrictions budgétaires* », le manque de moyens et de personnel qui se traduisent par « *un service dégradé, plus complexe et moins accessible* ».

« *Les réformes de notre pays se font trop vite sans que les dommages collatéraux qu'elles induisent en soient suffisamment mesurés* ».

Merci monsieur le Médiateur de la République !

Nous continuerons donc, sur chaque dossier, collectif ou individuel, à dénoncer cette politique de casse du service public menée au nom de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). ■

OFFENSIFS POUR DEMAIN !

MOBILITÉ 2011

Les mouvements sont grippés !

D'ores et déjà, les premiers échos traduisent qu'il sera encore plus difficile de muter cette année. Comment en effet, exercer une mobilité dans un contexte de réduction drastique des effectifs et d'incertitudes sur l'avenir des services (éloignement géographique, mutualisation des fonctions supports, externalisation des missions...) ?

Alors que l'administration encourage vivement la mobilité pour assurer un déroulement de carrière dynamique, les obstacles à la mise en œuvre de la mobilité n'ont pas manqué cette année :

- tenue tardive du forum mobilité en raison de la mobilisation des salles pour le G20 ;
- suppression des conférences directionnelles au cours desquelles étaient présentés le nombre de postes à pourvoir dans chaque direction ainsi que métiers et profils recherchés ;
- aucune fiche de poste pour certaines directions présentes.

Le nombre de fiches de postes publiées est à un niveau très bas, sans parler des services qui n'ont pas relayé l'information auprès de leurs agents...

Dans ces conditions, quelles perspectives sont offertes aux agents qui veulent évoluer vers de nouvelles fonctions ou avoir une promotion ? Que dire aux agents promus dont il est quasiment exigé qu'ils postulent à des fonctions correspondant à leur nouveau grade ? La **CFDT** s'inquiète de cette dégradation notable des possibilités de mutation, résultat d'une politique de suppression d'effectifs qui a atteint ses limites. ■

Résultats électoraux 2011

CCP de la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations)

Avec 100 % des suffrages exprimés la CFDT remporte les 4 sièges.

Catégorie B

Refonte des examens professionnels

Les textes concernant les examens professionnels de la catégorie B (C en B1, B1 en B2 et B2 en B3) sont parus au JO du 1^{er} mars 2011. Dorénavant, quelque soit l'examen, le dossier de Reconnaissance des Acquis de l'Expérience Professionnelle (RAEP) devient le support de référence de l'entretien d'admission.

PROMOTIONS 2011 - CAP et examens professionnels

■ Vous êtes adjoint administratif

Accès au grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe (E4)

Promotion au choix	CAP le 8 avril 2011	1 poste
--------------------	---------------------	---------

Accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe (E5)

Promotion au choix	CAP le 19 mai 2011	25 postes
--------------------	--------------------	-----------

Accès au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe (E6)

Promotion au choix	CAP le 26 mai 2011	175 postes
--------------------	--------------------	------------

Accès à la catégorie B - Secrétaire administratif

Promotion au choix	CAP le 28 juin 2011	90 postes
Examen professionnel	écrit le 6 septembre 2011 - oraux à partir du 21 novembre 2011	90 postes

■ Vous êtes Secrétaire administratif

Accès au 2^{ème} grade - Secrétaire administratif de classe supérieure

Promotion au choix	CAP du 21 juin 2011	130 postes
Examen professionnel	épreuve orale unique à partir du 19 septembre 2011	43 postes

Accès au 3^{ème} grade - Secrétaire administratif de classe exceptionnelle

Promotion au choix	CAP du 27 juin 2011	33 postes
Examen professionnel	écrit le 7 septembre 2011 - oraux à partir du 3 janvier 2012	32 postes

Accès à la catégorie A

Promotion au choix	CAP du 9 juin 2011	15 postes
Examen professionnel d'Attaché	écrit le 8 février 2011 - oraux à partir du 25 mai 2011	18 postes

■ Vous êtes Attaché d'administration centrale

Accès au grade d'attaché principal

Promotion au choix	CAP du 1 ^{er} décembre 2011	14 postes
Examen professionnel	écrit le 30 juin 2011 - oraux à partir du 12 septembre 2011	43 postes

CONTRACTUELS

Le projet gouvernemental doit évoluer

Le président de la République avait promis une vague de titularisation dans la Fonction publique en janvier 2010 : les discussions ne se sont ouvertes qu'en janvier 2011...

Les axes revendicatifs de la CFDT

- Les conditions de recrutement définitif ;
- L'évolution de la rémunération ;
- La garantie de formation ;
- Les conditions de fin de contrat.

Le projet gouvernemental

Après plusieurs réunions, le texte a évolué et se présente sous la forme d'un document en trois axes :

1. la mise en œuvre d'un plan de titularisation ;
2. les conditions de recours au personnel contractuel ;
3. les conditions à mettre en œuvre pour améliorer les droits individuels et collectifs des contractuels.

La CFDT a fortement pesé pour faire évoluer ces textes mais il reste des évolutions à obtenir.

Pour le moment, l'accès aux plans de titularisation se limite aux seuls contractuels en CDI et à ceux qui ont « bénéficié » de 6 années complètes de CDD au cours des huit dernières années. S'il prévoit que les personnels employés sur des fonctions de catégorie B et C pourront être titularisés sans passer par des concours spécifiques, il n'en est pas de même pour ceux sur des postes de catégorie A tels les chargés de mission.

Pour la CFDT :

- la mise en œuvre d'examens professionnels en vue de la titularisation pour toutes les catégories de personnel ;
- la reconnaissance de l'ancienneté dans l'évolution des rémunérations ;
- la redéfinition des conditions pour la transformation des CDD en CDI ;
- et la limitation drastique des cas de recours aux contrats sont autant de thèmes sur lesquels le projet du gouvernement doit évoluer.

C'est à l'aune des ces évolutions que la CFDT Fonctions publiques signera début avril sur le protocole d'accord proposé par le gouvernement. ■

CATEGORIE C

La CFDT demande l'indice 430 pour tous

Les agents de la catégorie C de la DGFIP devraient bénéficier du 8^{ème} échelon de l'échelle 6 (indice 430).

La CFDT Fonctions publiques a écrit au ministre pour que tous les corps de la catégorie C puissent accéder à cet échelon afin de bénéficier de la même mesure statutaire et de préserver la cohérence des grilles indiciaires. ■

BOUCLIER FISCAL: la CFDT se félicite de sa suppression

La CFDT n'a cessé de demander la suppression du bouclier fiscal. Malgré l'annonce de sa suppression, la CFDT restera très vigilante sur la contrepartie qui concerne le réaménagement de l'impôt sur la fortune. ■

DESTINATION IVRY : la double peine...

Pour IVRY comme pour d'autres décisions, il y a la surface des choses, l'apparence qu'on leur donne, et la réalité moins reluisante, surtout pour le personnel traité comme quantité négligeable.

Selon la propagande administrative, l'implantation à IVRY relèverait de l'évidence. L'achat de cet immeuble conduirait à de substantielles économies en abandonnant des locaux loués à grands frais. Sa situation, à quelques centaines de mètres de la Porte de Choisy, concilierait une bonne accessibilité et une contribution significative à l'aménagement du territoire.

Les 450 agents d'une partie de la DGCIS (direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services) et les 180 agents du CGEfi (contrôle général économique et financier) devraient se réjouir de rejoindre les 550 agents des services déconcentrés de la Douane (DNRED et SNDJ) dans un lieu si accueillant. **Comment émettre des objections sans être suspect de conservatisme ou de parisianisme étriqué ?**

Première peine : le temps de trajet domicile-travail de nombreux agents va augmenter significativement, de l'ordre d'une heure par jour. Le problème n'est pas Ivry ou la banlieue. Il réside dans **la médiocre desserte du lieu par les transports en commun ! Même les déplacements professionnels vont notablement se dégrader au détriment des missions à remplir et des objectifs à atteindre.**

Deuxième peine : l'achat de cet immeuble est une mauvaise décision parce qu'il n'a pas été conçu pour y installer des services d'administration centrale. La fameuse « norme » des 12 m² utiles par agent, en elle-même contestable, n'a même pas été intégrée dès le stade de la conception. **Non seulement les surfaces sont comptées mais elles sont difficiles à aménager autrement qu'en bureaux paysagers, ce qui entraînera une nette dégradation des conditions de travail.**

Notre appréciation fondamentalement négative ne nous empêche pas de tenter d'améliorer ce qui peut encore l'être. C'est ainsi que **la CFDT a demandé d'affecter les surfaces encore disponibles aux deux services déjà concernés, de faciliter la mobilité des agents qui ne souhaiteraient pas rejoindre Ivry, d'ouvrir la possibilité d'un ajustement de la durée de travail.**

Il reste que le dossier IVRY illustre bien le peu de considération qu'accorde notre employeur à nos conditions de vie et de travail et, finalement, le peu de cas qu'il fait des agents et de leurs missions. ■

Encore une hausse, sur le prix du gaz...

Le tarif réglementé du gaz, réévalué tous les trois mois, doit augmenter de **5,2 % au 1^{er} avril**, en vertu d'une nouvelle formule de calcul qui détermine son évolution chaque trimestre...

...après la cotisation retraite (+0,27 %), l'électricité (+6,4 % en moyenne sur un an), les carburants (+17,3 % sur 1 an),...

...encore du pouvoir d'achat en moins !

Pour adhérer

Je contacte le **SPACEF, SYNDICAT CFDT Centrale finances**

Bâtiment Necker - Télédéc 704, 120, rue de Bercy – 75572 PARIS CEDEX 12

Courriel : syndicat-cfdt-centrale@syndicats.finances.gouv.fr - Site internet : <http://www.cfdt-finances.fr/-Centrales-.html>